

Extrait du Senemag - le magazine du Sénégal dans le monde

<http://senemag.free.fr>

Turbulences en Afrique de l'Est et de l'Ouest : nouveau conclave de la Cedeao à Dakar

- Monde -
Date de mise en ligne : jeudi 3 mai 2012

Senemag - le magazine du Sénégal dans le monde

Ouestafnews Les chefs d'Etat de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao, 15 pays) sont attendus à Dakar ce jeudi 3 mai 2012 pour se pencher à nouveau sur les cas de la Guinée Bissau et du Mali, deux pays membres de l'organisation sous-régionale ayant récemment connu chacun un coup d'Etat militaire.

source : www.ouestaf.com - 2 Mai 2012

Au **Mali**, des militaires présentés au début comme des « soldats mutins » ont renversé dans la nuit du 22 au 23 mars le président Amadou Toumani Touré aujourd'hui exilé à Dakar. En **Guinée Bissau** un groupe de soldats se faisant appeler « commandement militaire », a renversé le gouvernement intérimaire chargé d'organiser les élections en vue de la succession du défunt président Malam Bacai Sanha, décédé des suites d'une maladie.

Depuis, la **Cedeao** a lancé (contre les putschistes dans les deux pays) de multiples médiations accompagnées de menaces de sanctions qui n'ont jusqu'à présent abouti qu'à des solutions fort précaires aussi bien à Bamako qu'à Bissau. La situation est encore plus grave pour le Mali où la moitié nord du pays est occupée par des mouvements rebelles, qui y ont unilatéralement proclamé « l'indépendance » de l'Etat de l'Azawad (non reconnu par la communauté internationale).

La rencontre de Dakar se tient au lendemain de nouveaux affrontements à Bamako qui ont opposé forces « loyalistes » fidèles au président déchu Amadou Toumani Touré (aujourd'hui exilé à Dakar) et les putschistes qui ne tiennent pas à être écartés des organes mis en place pour assurer la transition. Ces affrontements ont aussi remis en cause l'accord de paix encore fragile négocié par la Cedeao, afin de permettre un retour à « un ordre constitutionnel ».

Du côté de Bissau, les putschistes, tout en se disant favorables à un retour à « l'ordre constitutionnel » refusent le retour dans le pays du président intérimaire, Raimundo Pereira, évacué à Abidjan en compagnie de l'ex-premier ministre Carlos Gomes junior. Les deux avaient été arrêtés et placés en détention au moment du putsch.

Dans chacun des deux pays concernés, la Cedeao est face à un dilemme, avec d'un côté une partie de la population hostile aux putschistes qui réclament une intervention militaire et des pro-putschistes qui voient d'un mauvais œil toute intervention « étrangère ». Dans les deux pays, les populations civiles restent désemparées et font les frais de l'instabilité et de l'insécurité engendrées par ces putschs.

La Cedeao a eu par le passé à intervenir militairement au Liberia, en Sierra Leone et en Guinée Bissau lors de précédents conflits dans la sous-région. Le bilan de ces interventions est salué par les uns qui y voient des actions salutaires. Mais il est décrié par d'autres.

Aussi bien le Mali que la Guinée Bissau ont eu à fournir des troupes pour servir dans ces forces régionales ouest africaines, plus connues sous leur sigle en anglais Ecomog et qui sont entrées en action pour la première fois lors de la guerre civile au Liberia.

lire aussi sur www.leral.net (3 Mai 2012) : [Ouverture à Dakar du sommet extraordinaire de la CEDEAO](#)

et sur www.seneweb.com (3 Mai 2012) : [Le ministre bissau guinéen des Affaires étrangères, à Dakar, exige l'envoi de forces multinationales et le retour de l'ordre constitutionnel](#)
